

La voix de l'opposition de gauche

Le 8 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Un petit mot personnel.

Vendredi je suis allé en scooter à Chennai retirer mon overseas citizen of India card, autrement dit je suis devenu citoyen indien de l'étranger et je n'ai plus besoin de visa pour demeurer en Inde jusqu'à la fin de mes jours, ce qui équivaut à posséder la double nationalité française et indienne. J'avais entrepris cette démarche en novembre 2017 pour régler définitivement ma situation.

J'ai mis trois heures pour faire 180 kilomètres, la route était déserte à 6h du matin et excellente, je n'ai pas dépassé le 70 au compteur pour ménager mon nouveau scooter et profiter du paysage et du lever du soleil, en short, t-shirt et sandales comme toujours. Chennai a énormément changé depuis 2001 avec plein d'échangeurs et des voies à sens unique y compris en ville, de sorte qu'il n'y a pratiquement pas d'embouteillages, le trafic est fluide mais on ne s'arrête pas à des feux rouges, hormis trois ou quatre au total, et la chaussée était impeccable, j'en ai été agréablement surpris. Le retour a été plus pénible à cause de la chaleur, je n'avais rien emmené pour me couvrir la tête et je me suis pris un gros coup de soleil, pour un peu on va me prendre pour un touriste, ce que je déteste.

Avant de partir j'angoissais un peu parce que le port du casque est obligatoire à Chennai et je n'en ai pas évidemment, personne n'en porte où je vis depuis la loi qui est passée il y a deux ans. Selon les médias, les policiers étaient particulièrement attentifs à son respect et auraient dressé plus de 154.000 contraventions en deux ans. Tu parles, je me suis arrêté trois fois en ville pour demander mon chemin à des policiers qui s'en foutaient éperdument, ils étaient trop occupés avec leur iPhone ou à glander. Il paraît que 83% des conducteurs de deux-roues n'en portent pas à Chennai, parfois ils en ont un, mais pas sur la tête !

Sur ce plan-là les Indiens sont moins cons ou soumis que les Français qui obéissent au doigt et à l'oeil, ils ont adopté l'état d'esprit germanique en entrant dans l'UE il faut croire, bêtes et disciplinés.

Bref, j'avais le choix entre prendre le bus et devoir prendre ensuite un auto-rickshaw, ce qui m'aurait coûté 600 roupies pour un voyage de 4 h30 au moins à l'aller et la même chose au retour, soit 1.200 roupies, opter pour un bus climatisé et déboursé au total 1.900 roupies, ou prendre un taxi et payer environ 3.500 roupies, en essence je n'ai dépensé que 450 roupies aller/retour et j'étais rentré à 13h40. Selvi (ma compagne) a été heureuse de me revoir vivant ! Une bonne journée en somme et une bonne chose de régler.

Pour se marrer un instant, j'ai oublié de vous dire qu'il n'y avait pas de limitation de vitesse sur ces voies express genre autoroute, pas le moindre panneau, et si j'ai croisé des vaches, comme il avait plus les semaines précédentes elles broutaient l'herbe sur le bas-côté de la chaussée ou parfois sur le terre-plein central, alors qu'il y en a qui déboulent à fond la caisse, j'ai même été doublé par une Jaguar et une grosse BMW qui filaient à toute allure, n'exagérons rien, disons à 130 ou 150 km/h, mais bon à cette vitesse-là une vache, la carcasse des passagers finirait au barbecue ou régalerait les charognards ! Non, ce n'est pas plus indécent que d'acheter une telle bagnole dans un pays pareil.

Je me suis aperçu qu'il m'arrivait d'être anxieux sans aucune raison apparente, hormis celles que je m'inventais. C'est peut-être dû à la vieillesse, parce qu'à mon âge on peut de moins en moins se retourner ou corriger notre trajectoire, les alternatives ont tendance à se faire rares, donc il faut éviter de faire des conneries ou de décider des trucs à la va vite. Et il y a toujours quelqu'un pour te dire ne fais pas ci ne fais pas ça, c'est pénible à la fin, alors le mieux c'est encore de décider soi-même et là tout se passe bien ou est sous contrôle.

C'était de la folie d'aller à Chennai en scooter (125cm³ Suzuki), le bout du monde ! Ils m'auraient privé de ce petit plaisir, alors que je n'en ai pas beaucoup déjà ; Pour aimer la vie et les autres, on n'a pas envie de vivre dans un monde où le plaisir n'existerait pas, personne ne serait heureux, mais le drame, c'est que c'est leur vie qui est ainsi ou plutôt la société. Vous me direz que pour vivre la tristesse, il faut connaître aussi le bonheur, ah oui, mais il est éphémère, tu n'as pas intérêt à le louper tellement il est tenu, tu pourras toujours te le raconter et le raconter aux autres, les Indiens sont très bavards.

A part cela, Kajaveli est venue me demander deux oignons et deux tomates pour préparer un cari (ou cary, curry), je ne pouvais pas lui refuser, c'est ma voisine d'en face et elle est plus pauvre que moi. Deux jours plus tard elle nous a apporté un cari de poisson au tamarin dans un grand bol, c'est gentil. Raika, mon autre voisine a raconté à ma compagne qu'ils ne s'en sortaient pas et elle a commencé aussi à travailler à mi-temps, toutes les deux ont des enfants en bas âge, elles ont moins de 25 ans. Du coup elle est tombée malade, gros mal de tête et elle est épuisée au point de dormir quand son époux rentre le soir, et comme elle n'avait pas préparé le repas, il l'a salement engueulée, s'il ne l'a pas frappé... Elle a raconté à Selvi qu'il n'était jamais là et picolait avec ses copains, et du coup son petit salaire ne suffit pas, tous mes voisins sont dans le même cas, c'est dramatique. J'évite de parler avec leurs époux qui a la première remarque se font menaçants ou tiennent des propos incohérents, ce qui ne m'empêche pas de leur rendre des services, comme par exemple leur prêter des outils.

Quand je vous dis que les Indiens ont des rapports épouvantables et des conditions de vie insupportables, je pourrais pratiquement l'illustrer quotidiennement, cela nous interpelle évidemment, c'est bien triste. Cela suffirait à expliquer ma radicalisation politique si c'était nécessaire. Et malgré tout il faut bien continuer à vivre...

Cause toujours il en restera quelque chose...

Les médias et ceux qui nous gouvernent ont pris l'habitude de relayer toutes sortes d'accusations non étayées à l'encontre des acteurs qui les encomrent ou qu'ils ont décidé d'éliminer, sachant pertinemment qu'elles étaient fabriquées ou l'oeuvre de minables faussaires connus ou anonymes, de manière à leur porter préjudice pour que la population s'en détourne et à apparaître comme les seuls garants de la vérité ou de la véritable information.

Comme ces accusations circulent en boucle continuellement, ils se fichent qu'elles soient éventées ou contredites plus tard ou même de devoir avouer eux-mêmes qu'ils s'étaient trompés, parce qu'entre temps elles auront pénétré profondément le cerveau des gens au point de se forger des convictions, qui par la suite seront pratiquement impossibles à déloger selon le principe qu'il n'y a pas de fumée sans feu, d'où la nécessité impérieuse de les traiter immédiatement avant que ce conditionnement n'opère ses ravages.

Quand une personne est accusée d'avoir commis un délit, on va éplucher sa vie et dans la plupart des cas on va s'apercevoir qu'elle n'a pas toujours eu un comportement exemplaire, ce dont évidemment elle ne s'était pas vantée lorsqu'on l'avait interrogée. Du coup, elle pourra être reconnue innocente du délit dont on l'avait accusé, mais certains passages de son passé peu reluisants laisseront des traces indélébiles. C'est le même principe qu'ils utilisent pour démolir quelqu'un ou faire en sorte que plus personne ne leur accorde leur confiance par la suite, ainsi leur objectif est atteint.

Alors quand on nous dit que cela n'a aucune incidence sur l'état d'esprit des travailleurs, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, j'irais même plus loin en affirmant que les faits prouvent exactement le contraire et se traduit par la passivité des masses, leur neutralité, leur refus de se mobiliser, leur doute vis-à-vis de tout un chacun, y compris elles-mêmes, or c'est justement ce que les masses ont le plus besoin pour passer à l'action, avoir confiance en elles-mêmes et ne pas douter de leur capacité pour affronter et vaincre le régime en place. Sinon pourquoi la réaction se donnerait-elle autant de mal pour manipuler les masses si elle n'obtenait aucun résultat, un peu de logique s'il vous plaît.

Nous raconter à longueur de temps que le régime est en crise ne nous fait pas avancer d'un millimètre, qui ne le sait pas, qui ne s'en aperçoit pas dans sa vie quotidiennement, franchement, allons plus loin, cette fâcheuse manie de refuser obstinément d'envisager les rapports entre les classes sous un autre angle, ne manifesterait-il pas une méconnaissance des masses, et partant de là un manque de confiance dans les masses ?

Un échange par courriel avec monsieur Thierry Meyssan (Réseau Voltaire).

A propos de votre article "Comment l'administration de l'Onu organise la guerre".

Nous sommes tous les deux des citoyens du monde monsieur Meyssan !

Je vous rappelle que l'ONU "organise la guerre" depuis sa fondation, et que l'un de ses premiers actes criminels fut de sacrifier la Palestine, avec le soutien de Staline il faut préciser, le reste devait être à l'avenant et il le fut effectivement... Vous concéderez que cette terrible décision a eu des répercussions économiques et politiques mondiales jusqu'à nos jours...

Certes, mais les choses ont profondément changées : des Etats-membres organisent encore des guerres, mais cette fois, c'est aussi et d'abord l'administration de l'Onu, les hauts-fonctionnaires internationaux. Ils n'obéissent plus aux Etats dont ils sont issus, mais à des intérêts financiers sans patrie. En 1948, les sionistes assassinaient le comte Folke Bernadotte, aujourd'hui ce sont ses successeurs qui organisent la guerre.

Effectivement, les Etats ne servent plus que de caution à ces guerres. Et le suffrage universel ne sert plus qu'à élire les représentants qui les couvriront ou les justifieront, et puisque généralement ils étaient informés de ce qui les attendaient quand ils n'étaient que candidats à des postes ministériels ou à la fonction suprême de chef de l'Etat, on ne peut pas dire qu'ils seraient otages de ce pouvoir occulte qu'on appelle aussi l'Etat profond, ils en sont plutôt les complices.

C'est en tout cas ce qu'on pouvait dire hier. Car la situation évolue très rapidement sous l'effet des conséquences néfastes ou désastreuses que cette politique occasionne, ce qui conduit les peuples à la rejeter et se traduit lors de chaque élection par l'éviction de ceux qui l'ont appliquée. C'est ce qui a amené une partie de l'oligarchie à s'interroger sur l'opportunité de modifier sa stratégie tout en conservant les mêmes objectifs, de manière à ne pas perdre la main sur les Etats qu'elle contrôlait, tout en continuant de déstabiliser ceux qui lui résistaient.

Je n'ai plus le temps de continuer cette analyse. Quelques pistes de réflexion pour la prochaine fois.

- En pratique, elle instrumentalise les conséquences de cette politique en alimentant l'extrême droite et le populisme et les musulmans lui servent de bouc émissaire pour finalement s'attaquer à toutes les couches exploitées...

- Il leur faut un ennemi réel ou imaginaire pour justifier leurs dépenses militaires, les restrictions aux libertés, l'austérité...

- Ce pouvoir de l'oligarchie était en gestion depuis longtemps...

- Peu de rotations du personnel dans la haute administration, les technocrates... ils se repassent les dossiers, les contre-réformes sont préparées depuis des décennies, chaque locataire de l'Élysée s'emploie à les faire passer petits bouts par petits bouts...

Incroyable, je peux devenir populaire, mais pas populiste, mais pas auprès de mes lecteurs !

- Toi aussi, Bernie ? Par Chris Hedges - Les Crises 3 septembre 2018

Commentaire recommandé par Les Crises

Tardieu

Tsipras, Sanders, Mélenchon, Corbyn et bien d'autres avant eux ont toujours été égaux à eux-mêmes... Pour l'ignorer on feint de le découvrir, et partant de là on spéculé, on fantasme, on échafaude des théories sur la politique qu'ils auraient menée, alors que tout était écrit depuis le début, il suffisait de savoir lire.

Il n'y avait pas à attendre un changement de régime d'Allende, Blum, Mitterrand, Hollande, Soares, Zapatero, Chavez, Maduro, Morales, etc. etc. car finalement ils incarnaient la même idéologie, les mêmes intérêts de classe qu'ils n'ont jamais remis en cause, tout le reste est du baratin...

Mais un changement de régime, est-ce ce que vous souhaitez ou préférez-vous entretenir l'illusion que le capitalisme serait réformable parce que finalement il vous a relativement épargné ?

En fait j'ai commis une erreur, je voulais dire la politique qu'ils auraient pu mener. Vous aurez constaté que je n'ai pas modifié mon discours d'une virgule, bien que les lecteurs de ce blog ne soient pas acquis à notre cause.

51 internautes partagent ce commentaire qui a déclenché la fureur des internautes qui se sentent démasqués...

Hier la distinction était moins apparente ou le "miracle" de la dialectique, comment la quantité s'est transformée en qualité

- Avec Macron on est passé d'une République aristocratique à un régime ploutocratique...

Sans qu'il y n'y ait d'incompatibilité entre les deux, comme entre le PS et LREM, les hauts fonctionnaires et les technocrates qui officiaient pour les présidents précédents sont pour la plupart demeurés en place, ceux qui ont depuis de nombreuses années préparé les dossiers et les contre-réformes que Macron entend adopter...

Parole d'Internaute

- "Pour conserver ce contrôle, le capitalisme dominant a besoin de maintenir 5 avantages par rapport aux pays émergents (la Chine principalement):

- accès privilégié aux ressources
- avantage militaire
- contrôle de la circulation de la monnaie
- avance technologique
- hégémonie médiatique et culturelle

Les guerres perpétuelles sont donc nécessaires pour empêcher la Chine ou d'autres pays émergents de remettre en cause ces 5 avantages, et notamment de menacer cet accès privilégié aux ressources, en justifiant une présence militaire sur la planète entière."

Il y a "urgence est à faire connaître les faits" au moment où s'installe pas-à-pas un régime totalitaire.

Seule la mobilisation de millions de travailleurs et de jeunes, unis avec leurs organisations, peut empêcher ce régime d'aller jusqu'au bout de sa logique : la destruction de tous les droits ouvriers et démocratiques et l'instauration d'un ordre corporatiste et totalitaire digne de Vichy.

Alors oui, l'urgence est à faire connaître les faits en élargissant la diffusion de La Tribune des travailleurs. L'urgence est à bâtir l'unité des rangs ouvriers pour balayer la contre-réforme des retraites, l'unité des rangs ouvriers pour chasser Macron et la Ve République. (Extrait de l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 6 septembre - Gare aux oiseaux de bon augure !)

Chacun s'y emploie à sa manière.

Achevons-les ! Macron : Dehors tout de suite !

- La popularité d'Emmanuel Macron en chute libre pour la rentrée - Le HuffPost 06.09 L

Le plancher atteint en août est à nouveau battu dans la vague de septembre du baromètre YouGov pour Le HuffPost et CNews. L'alerte est d'autant plus sérieuse que pour la première fois, le président de la République obtient un score inférieur à celui du premier tour de la présidentielle 2017. Seulement 23% des sondés soutiennent désormais son action, en baisse de quatre points en un mois.

Pire, 69% des Français ont un avis négatif sur son action, soit une progression de sept points en un mois. Sur ce dernier point, c'est un résultat équivalent à celui de François Hollande en septembre 2013; le socialiste était alors à 21% d'opinions favorables.

Sans surprise, cette dégringolade rejaillit sur Edouard Philippe. Comme le relève YouGov, "le premier ministre voit également son niveau de popularité baisser ce mois-ci pour atteindre à son tour un niveau d'impopularité record". Seuls 24% des Français ont une image positive de son action, en baisse de six points ce qui constitue la plus forte chute. Les opinions négatives augmentent de neuf points à 64%, ce qui est là encore un record.

De même la confiance dans le gouvernement s'effondre. Seulement 20% des sondés ont une opinion favorable de l'action de l'équipe ministérielle, soit sept points de moins.

Près de 4 Français sur 5 (78%) jugent que "les lobbys ont trop d'influence sur la politique française", selon les résultats d'une étude réalisée par l'institut YouGov pour Le HuffPost et CNews.

84% des sympathisants de La République En Marche jugent le poids des lobbys trop important tout comme 95% des électeurs de la France insoumise et 74% des soutiens du Rassemblement national (ex-FN).

Indicateur intéressant, quasiment la même proportion de l'opinion critique à l'égard des lobbys désapprouve la politique écologiste du gouvernement. 76% des personnes interrogées jugent que l'action menée par Emmanuel Macron n'est "pas bonne pour l'environnement". Un constat qui

culmine à 93% chez les électeurs de Marine Le Pen, 89% chez ceux de Jean-Luc Mélenchon. Désormais, un sympathisant LREM sur deux (50%) partage ce sentiment. Le HuffPost 06.09

Quand le gouvernement dépense des millions d'euros en voyages d'agrément et rogne sur le niveau de vie des plus pauvres

- Coût du voyage de Philippe dans les Hautes-Alpes: "polémique inutile" pour Giraud (LREM) - AFP 6 septembre 2018

Le coût du déplacement mercredi dernier d'Edouard Philippe dans les Hautes-Alpes, épinglé par Le Canard enchaîné, provoque une "polémique inutile", considère le député LREM Joël Giraud, rapporteur général du Budget.

L'hebdomadaire relate qu'en raison de la panne d'un des deux avions type Casa prévus pour l'aller, deux hélicoptères Super Puma avaient été employés pour ce déplacement du Premier ministre.

Pour le retour, les Super Puma ont d'abord reconduit Edouard Philippe et ses équipes de Gap à Grenoble, où l'attendait le Casa, en raison des conditions météorologiques.

La presse a été reconduite en Casa à Paris, selon le témoignage d'une journaliste AFP. Facture totale: 150.000 euros d'après Le Canard enchaîné, 80.000 euros selon Matignon.

Ces 80.000 euros couvrent les transports du Premier ministre, d'élus, de chefs d'entreprises et de la presse, a-t-on précisé de même source à l'AFP.

Le recours à un vol privé Tokyo-Paris en décembre par Edouard Philippe pour le ramener plus vite de Nouvelle-Calédonie avait déjà fait polémique.

Le Premier ministre avait alors "assumé" la décision de recourir à un avion loué par Matignon à une société privée pour 350.000 euros, pour ramener du 5 au 6 décembre plusieurs ministres et une soixantaine de personnes en métropole, au lieu d'utiliser l'appareil de l'armée. AFP 6 septembre 2018

Quand l'Élysée se bunkérise pour protéger Macron.

- L'Élysée refuse de révéler le salaire de Benalla - L'Express.fr 6 septembre 2018

L'Élysée aurait refusé de dévoiler le montant du salaire d'Alexandre Benalla à deux députés car le "principe de la séparation des pouvoirs s'applique à l'égard du président de la République", révèle Le Parisien. En juillet dernier pourtant, après l'affaire, Alexandre Benalla avait confié au Monde être rémunéré 6 000 euros net par mois. L'Express.fr 6 septembre 2018

Soit 10.000 euros brut...

Il est bien le digne héritier de de Gaulle qui avait un penchant pour la tête de veau et qui prenait les Français pour des veaux.

- S'il était un plat, Emmanuel Macron serait une "blanquette de veau" : le portrait chinois du président devant des collégiens - Franceinfo 04.09

Avec Macron, même le veau est dévalorisé...

Il ne leur reste plus que la méthode Coué pour "tenir".

Emmanuel Macron encourage son gouvernement à "tenir" - L'Express.fr 6 septembre 2018

Dites-nous plutôt combien cela va vous rapporter.

- "Ça valait le coup": Hulot pense que sa démission a "provoqué un sursaut" - Le HuffPost 04.09

Quand ils avouent avoir renoncé à avoir "des élus exemplaires", on ne les contredira pas.

- Richard Ferrand en route vers la présidence de l'Assemblée nationale, une prime à la casserole?
- Le HuffPost

C'est peu dire que ce remaniement a été décevant! François Nyssen reste au gouvernement malgré sa réticence persistante à respecter les règles d'urbanisme. Muriel Pénicaud est confirmée dans ses fonctions malgré sa fâcheuse habitude de donner des "rendez-vous secrets" avant les appels d'offres. Saluons néanmoins le départ de Laura Flessel, éclaboussée par une affaire de fraude fiscale...

Mais la simple déception a vite été remplacée par de la consternation. On nous annonce que Richard Ferrand ? qui, le 19 juin 2017, n'était pas assez bien pour rester au Gouvernement ? serait, aujourd'hui, favori pour devenir le 4e personnage de l'État!

Certes, l'information judiciaire ouverte depuis le 12 janvier 2018, suite à la plainte avec constitution de partie civile déposée par Anticor, est toujours en cours et n'a pas abouti à une condamnation...

Mais, même en l'absence de condamnation ou de mise en examen, les faits sont là: en 2011, Richard Ferrand – conseiller départemental et conseiller régional, à l'époque – a profité de ses fonctions de directeur d'une mutuelle pour permettre à sa compagne de réaliser une juteuse plus-value d'un demi-million sans risquer le moindre euro. À l'évidence, ce type de comportement, rendu possible grâce à un conflit d'intérêts parfaitement indéfendable, suffit à le disqualifier d'aspirer à de plus hautes fonctions (même si, lors du second tour des législatives, 20.991 électeurs de la 6e circonscription du Finistère ont visiblement pensé le contraire).

Force est de constater que la France est un des rares pays à s'interroger aussi longuement sur l'avenir politique de ses élus les moins scrupuleux. En Scandinavie, il n'y aurait même pas de débat. Un candidat plus vertueux serait préféré.

Que cette candidature soit sérieusement envisagée illustre à merveille la fameuse "prime à la casserole" théorisée par Philippe Séguin. Ah, comme elle est déjà loin la moralisation de la vie politique qui devait être le préalable à l'action du nouveau quinquennat!

Il est bien dommage que l'on ait renoncé aussi rapidement à avoir des élus exemplaires. Pourtant, comme le rappelait Gandhi, "l'exemple n'est pas le meilleur moyen de convaincre, c'est le seul".

Bon, Gandhi a dit et fait beaucoup de conneries. Être honnête ou sincère, plein de bonnes intentions, c'est bien mais insuffisant, cela ne remplacera jamais une argumentation bien étayée, une stratégie, une orientation ou un programme politique...

Incroyable, qui aurait cru qu'ils étaient compatibles ?

- RN, DLF, ex-GUD... Le lancement de campagne très à droite d'un candidat à la présidence des jeunes LR - Le HuffPost 6 septembre 2018

Toutes les droites y étaient...mais très peu de militants Les Républicains. Mercredi 5 septembre, un premier candidat s'est lancé dans la course à la présidence des jeunes LR, dont les dates du scrutin restent à définir. Le jeune Erik Tegnér, 25 ans, ex-soutien de Virginie Calmels reconverti en chanteur de "l'union des droites", a débuté sa campagne devant environ 200 personnes réunies sur une péniche du centre parisien.

"J'ai choisi de me présenter parce qu'on a plus le temps. Il y a une question civilisationnelle, identitaire et démographique qui nécessite qu'en 2022, on accède au pouvoir", a prévenu le jeune candidat, vantant cette soirée de lancement comme une "démonstration de force" réunissant à la fois "des jeunes de partis plus à droite" et d'autres "hors-parti".

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, Erik Tegnér a amorcé cette campagne entouré d'une "union des droites"... particulièrement à droite. Des députés Sébastien Chenu (Rassemblement national) et Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), en passant par l'essayiste souverainiste Paul-Marie Coûteaux ou encore le président du Parti chrétien-démocrate, Jean-Frédéric Poisson, de nombreuses personnalités de la droite et de l'extrême droite sont venues soutenir le jeune militant.

Dans l'assistance, on pouvait aussi croiser le porte-parole de Génération identitaire Romain Espino, ou encore Frédéric Pichon, ex-patron de l'organisation d'extrême droite Groupe union défense (GUD). Un seul élu républicain, peu connu, avait fait le déplacement: Louis-Alexandre Alciator, adjoint au maire de Clichy-la-Garenne. Sur place, Le HuffPost n'a rencontré aucun jeune s'affichant comme membre des Républicains.

"C'est une démarche de bon sens absolu", a lui vanté Nicolas Dupont-Aignan, au sujet de ce dialogue entre les droites prôné par la jeune sensation de la soirée. "C'est le seul chemin possible pour créer une alternative au mirage Macron. Sa force est seulement liée à la faiblesse de l'opposition", a ajouté le président de Debout La France, félicité par Erik Tegnér pour "son choix courageux dans l'entre-deux-tours de rejoindre Marine Le Pen". Le HuffPost 6 septembre 2018

Comment instaurer un régime totalitaire. Attali nous livre le mode d'emploi.

C'est une obsession chez lui !

Ce qu'il propose, ce n'est pas une simple réforme du régime ou des institutions, mais un véritable changement de régime basé sur une réforme institutionnelle "totale". Et de préciser que "les enjeux ne sont pas des questions de personnes mais de structure" pour mettre en place ce qu'il appelle une "économie positive". Nous verrons plus loin de quelle structure il s'agit, celle d'un Etat totalitaire.

Et pour mettre les lecteurs en confiance ou leur prouver qu'il serait animé d'intentions bienveillantes, il prétend que ce nouveau modèle de société serait conforme à "l'intérêt des générations futures", alors qu'il ne se soucie guère de celui des générations présentes ou ne s'est jamais soucié de celui des générations passées, hormis pour leur pourrir la vie, mais les lecteurs ne sont pas censés le savoir ou l'avoir à l'esprit.

Ce qu'il propose, c'est de subordonner les institutions qui font appel au suffrage universel à deux institutions non élues qui disposeraient d'un pouvoir "de contrôle des lois et des décrets" qu'aucune institution ne pourrait contester, en incluant les conséquences qui pourraient en découler pour les "intérêts des générations futures", qu'il faut traduire par les besoins futurs de l'oligarchie ou des capitalistes sachant qu'il se fout éperdument de ceux du peuple.

On pourrait imaginer qu'une loi qui serait contraire aux intérêts des générations présentes pourrait être adoptée dès lors qu'elle serait déclarée bénéfique pour les générations futures, ce qu'aucune

génération future ne pourrait contredire puisqu'elle n'existerait pas, il suffirait que ces deux institutions s'en portent garantes pour qu'il en soit ainsi ou que cette loi soit adoptée. Ce qui préparerait l'adoption de lois contraires aux intérêts de toutes les générations présentes et futures au seul profit du marché, de l'oligarchie, sans qu'aucun contre-pouvoir ne puisse les contester.

Vous penserez peut-être qu'il n'y aurait pas grand chose de changer par rapport à ce que nous connaissons déjà, à ceci près que ce serait gravé dans la Constitution, non seulement vous n'auriez plus aucun droit politique, mais ce serait la norme, le nouveau modèle de société dans lequel nous devrions vivre, ce qui justifierait la répression contre quiconque s'aviserait de le contester, il serait déclaré hors la loi, vous saisissez la distinction entre un régime passablement totalitaire donc qui tolère encore certaines libertés et un régime totalitaire tout court qui n'en tolère aucune. C'est le manuel d'une dictature absolue.

Il a instrumentalisé les problèmes dus à des variations climatiques qui ont des conséquences néfastes sur la population, pour placer sa propagande en faveur d'un régime totalitaire et justifier le contrôle des lois par des instances supérieures non élues, qui étendu du climat au climat des affaires permettrait à l'oligarchie de se doter d'un pouvoir illimité. Quand je pense que lorsque j'affirmais que notre combat politique devait être axé contre la Constitution, on me riait au nez, j'étais à côté de la plaque...

Aujourd'hui le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État ont le pouvoir de retoquer une loi, décision dont le président et le gouvernement peuvent tenir compte ou non, s'ils en tiennent compte tout rendre dans l'ordre, en revanche s'ils persistaient, on se retrouverait en présence d'un double pouvoir revendiquant le pouvoir, donc deux classes opposées ou aux intérêts contraires. Or avec la réforme institutionnelle "totale" que préconise Attali, cette loi ne viendrait même pas à exister sur le papier, elle ne ferait l'objet d'aucun débat parce que le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État s'y seraient opposés en amont, au préalable, le président et le gouvernement pourraient être déclarés hors la loi, et il suffirait que le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État appellent toutes les institutions à ne plus leur obéir ou à ne plus reconnaître leur autorité pour qu'ils soient renversés.

- Pour un ministère de l'économie positive par Jacques Attali - lexpress.fr 05.09

Extrait. Telle est la définition de l'économie positive : celle qui se préoccupe, dans chacune de ses décisions, de l'intérêt des générations futures.

Cette réforme institutionnelle ne serait totale que si le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État voulaient bien reconnaître que la défense de l'intérêt des générations futures fait aussi partie de leurs prérogatives, dans le contrôle des lois et des décrets. Ne serait-ce que parce que la Constitution en fait une valeur sacrée de la République. lexpress.fr 05.09

[Totalitarisme. Quand l'Otan et le ministère des Armées deviennent le ministère de l'information ou le Ministère de la Vérité.](#)

- «La France prépare un tour de vis contre la presse et commence par les médias russes» - sputniknews.com 05.09

Un rapport français publié le 4 septembre et intitulé «Les manipulations de l'information, un défi pour nos démocraties» s'en prend à nouveau à la «propagande» des médias russes et recommande au gouvernement de marginaliser Sputnik et RT. L'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un document qui précéderait un «muselage» de la presse.

«Les opérations informationnelles russes sont aujourd'hui un habile mélange de propagande de tradition soviétique et de divertissement à l'américaine.»

Quel programme! Quatre experts du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères (CAPS) et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) ont dévoilé le 4 septembre leur étude intitulée «Les manipulations de l'information, un défi pour nos démocraties». Le tout devant la ministre des Armées Florence Parly.

214 pages où la Russie occupe une place très importante, de même que ses médias publics, RT et Sputnik. Le ton accusateur avec lequel les experts jugent les médias russes fait un étrange écho à la bienveillance à l'égard du pouvoir. Par exemple, ils proposent de «décrédibiliser les médias propagandistes», sur le modèle d'Emmanuel Macron, dont l'équipe avait confirmé le 27 avril 2017 avoir refusé les accréditations presses à RT et Spuntik. Attaque contre la liberté de la presse? Pas pour nos «experts», qui assurent que cette décision peut «se justifier». En effet, RT et Sputnik «ne font pas un travail journalistique, mais de propagande». Pour la litanie d'exemples, on repassera.

Contacté par Sputnik France, l'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un rapport «partiel et partial», qui s'inscrit dans l'agenda du gouvernement:

Contacté par Sputnik France, l'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un rapport «partiel et partial», qui s'inscrit dans l'agenda du gouvernement:

«Ce rapport contient des données dont certaines sont justes et d'autres, plus que discutables. Il s'inscrit dans une volonté du gouvernement de préparer un tour de vis contre la presse en commençant par ce qui est le plus facile à atteindre: les organes de presse liés à des États étrangers. Il débute par les médias russes, car l'ambiance est à l'hostilité envers Moscou.»

Si Daesh, la Chine ou encore l'Iran sont également visés, le rapport, qui cite des «interlocuteurs dans les instances européennes», affirme que «80% des efforts d'influence» sont le fait de la Russie. Il faut bien cela pour «manipuler» les opinions occidentales.

Parfois, les solutions prônées par les experts ont de quoi surprendre. Le rapport se félicite par exemple d'une initiative balte, visant à faire essaimer des tribus d'«elfes» sur le Net, en opposition aux «trolls» qui séviraient pour le compte de Moscou. Quant à savoir ce qui fait de vous un charmant elfe ou un hideux troll, il y a fort à parier que votre ligne politique y soit pour beaucoup.

«Ce rapport est très politique et divise le monde entre le camp du Bien et le camp du Mal, qui est représenté par la Russie et ses alliés. En face nous avons les Gentils qui s'opposent aux informations qui viennent de Russie. Ce contexte rappelle un peu les années 60 et limite l'intérêt du rapport», analyse Antoine Lefebure.

Les experts du CAPS et de l'IRSEM saluent également le travail du think tank European Values, basé à Prague. (...)

Le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Armées viennent de publier un rapport conjoint intitulé « Les Manipulations de l'information: un défi pour nos démocraties » dans lequel est préconisé de ne pas accréditer RT et Sputnik, médias russes. (...)

En revanche, rien sur les cas de censure, dont de nombreux comptes ont récemment fait l'objet sur Facebook et Twitter, notamment aux États-Unis. L'Oncle Sam serait même un exemple, puisque dans leurs 50 recommandations à destination des États pour lutter contre «la désinformation», les experts proposent d'«envisager l'enregistrement des médias étrangers» en suivant «l'exemple américain». Le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg s'est de son côté fendu d'une tribune publiée dans le Washington Post le 4 septembre et dans laquelle il a rappelé les efforts du premier réseau social au monde pour «protéger la démocratie» en luttant contre la désinformation. Récemment, une vague de fermetures de comptes étiquetés à droite a frappé

plusieurs réseaux, dont Facebook et Twitter, et déclenché l'ire de Donald Trump. Le 24 août, le locataire de la Maison-Blanche avait twitté ceci:

«Les géants des réseaux sociaux sont en train de réduire au silence des millions de gens. Nous ne pouvons pas tolérer cela, même si cela signifie que l'on continue à écouter les fake news de CNN dont les audiences ont beaucoup souffert. Les gens doivent pouvoir déterminer ce qui est vrai et ce qui est faux sans censure.» (...)

Les auteurs du rapport se félicitent même d'un «écosystème médiatique français relativement sain». Ce que conteste vivement Antoine Lefebure:

«Je pense que c'est une erreur de dire cela. Le paysage médiatique français n'est pas sain. 90% de la presse est tenue par des groupes financiers qui ont des intérêts multiples dans l'industrie de l'armement ou des télécommunications. Il n'y a pas énormément de liberté pour les journalistes qui font leur boulot.

Le niveau n'est pas non plus excellent. Si vous prenez la presse anglo-saxonne, qui n'est pas parfaite, il y a tout de même plus de travail et de données. En France, nous sommes dans une espèce de mélange d'information biaisée et d'opinion.»

Les experts ont réponse à tout. Si les gouvernements sont obligés de museler davantage l'information, ce ne serait pas dans une volonté de contrôle de l'opinion publique, mais, encore une fois, de la faute de la Russie et des nations étrangères:

«D'autre part, un effet indirect qui est de générer chez les gouvernants une tentation liberticide. Cela pourrait être le véritable effet final recherché par les puissances étrangères à l'origine des manipulations de l'information: non pas tant de convaincre la population de tel ou tel récit que d'inciter les gouvernements à prendre des mesures contraires à leurs valeurs démocratiques et libérales.» sputniknews.com 05.09

La personnalité de deux des quatre rapporteurs de ce manuel de la tyrannie institutionnalisée en dit plus que de longs discours sur les intentions de ses commanditaires, l'OTAN, le Pentagone ou l'oligarchie financière.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Membre du conseil scientifique du Collège de Défense de l'OTAN. Prix maréchal Foch de l'Académie française 2013, Munich Young Leader 2018.0

Alexandre Escorcía

- Conseiller diplomatique du premier commandant suprême allié transformation de l'OTAN de nationalité française à Norfolk aux États-Unis (2009-2012)

Quelques passages de ce rapport.

A. L'Union européenne

Les phénomènes de manipulation de l'information ont fait l'objet dans l'Union européenne d'une prise en compte progressive et d'abord relativement éclatée entre institutions. Le sujet a initialement été appréhendé sous l'angle des relations extérieures de l'Union et de la nécessité de protéger l'image de l'UE dans son voisinage oriental.

Les promoteurs de la East StratCom Task Force prennent soin de préciser qu'« il ne s'agit pas de faire de la contre-propagande ».

B. L'OTAN

L'Alliance atlantique a une longue expérience sur ces questions, ayant été confrontée pendant la guerre froide aux tactiques soviétiques de « guerre psychologique » utilisant des « mesures actives ». Encore aujourd'hui, l'Alliance appréhende le phénomène principalement sous l'angle de la menace en provenance de Russie.

Au coeur de ce dispositif figure le centre d'excellence de l'OTAN sur la communication stratégique (NATO StratCom COE), créé en 2014 à Riga.

Le Parlement européen contre la propagande hostile

Le Parlement européen « 1. souligne que la propagande hostile contre l'Union européenne prend diverses formes et utilise divers outils, souvent conçus de façon à correspondre au profil des États membres, dans le but de déformer la vérité, d'instiller le doute, de diviser les États membres, d'entraîner un découplage stratégique entre l'Union européenne et ses partenaires d'Amérique du Nord, de paralyser le processus décisionnel, de discréditer les institutions de l'Union et les partenariats transatlantiques – dont le rôle dans l'architecture de sécurité et économique européenne est reconnu – aux yeux et dans l'esprit des citoyens de l'Union et des pays voisins, et de saper le discours politique européen fondé sur des valeurs démocratiques, les droits de l'homme et l'état de droit ; rappelle que l'un des principaux outils utilisés est l'incitation à la peur et à l'incertitude chez les citoyens de l'Union, ainsi que l'exagération de la puissance des acteurs étatiques et non étatiques hostiles ;

(Extrait de la résolution du Parlement européen du 23 novembre 2016 sur la communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers.)

A. La vérification des faits

(Entendez, les faits qui ne sont pas conformes à ceux qu'ils fabriquent et qu'ils censurent systématiquement. - LVOG)

La vérification de la véracité des faits est la réponse la plus naturelle aux fausses nouvelles, et donc la plus répandue.

Cependant, la vérification des faits a aussi de nombreuses limites structurelles. Premièrement, le cerveau humain est relativement résistant à la correction. Les études montrent que la correction d'une croyance préalable n'est généralement pas efficace : la plupart des gens continuent d'utiliser en tout ou partie une information dont ils reconnaissent pourtant la fausseté. C'est un phénomène connu en psychologie sous le nom d'effet d'influence continue (continued-influence effect). Et il est d'autant plus fort que les croyances réfutées sont profondément ancrées : la vérification des faits fonctionne mieux sur les sujets nouveaux, ne suscitant pas d'idées préconçues. Le problème bien entendu est que « les fausses informations concernent aujourd'hui essentiellement des thèmes politiques qui reflètent des convictions idéologiques profondes ».

Ensuite, la vérification des faits est par définition un outil d'après coup : sa nature corrective signifie qu'il n'arrive que lorsque le mal est fait, après la diffusion de la fausse nouvelle. S'il permet de dénoncer ce qui est faux, tronqué ou fabriqué tout en faisant oeuvre de pédagogie, il n'efface pas l'impact psychologique important associé à la lecture d'une fausse nouvelle.

Par ailleurs, il n'atteint pas toujours, voire pas souvent, sa cible, c'est-à-dire que la correction n'est en général pas lue par les personnes qu'il s'agissait de convaincre : « les audiences les plus susceptibles d'être influencées par la désinformation russe pourraient aussi être les moins susceptibles de consommer régulièrement ou même d'accéder à des sites contrant la désinformation ». « Puisque les fake news sont le signe d'une défiance populaire à l'égard

Enfin, il y a aussi le risque que la vérification des faits devienne elle aussi un marché, dont se saisissent un nombre croissant d'acteurs (ONG, médias mais aussi plateformes digitales comme Facebook) : la logique du gain et/ou la volonté d'apparaître vertueux prennent parfois le pas sur la recherche de vérité, ce qui tend à décrédibiliser aux yeux de certains le recours à l'outil. Sans compter que cet outil est parfois détourné par ceux-là mêmes qui diffusent le plus de fausses nouvelles : RT a par exemple lancé un FakeCheck en quatre langues.

Toutes ces limites ne signifient pas que la vérification des faits n'est pas importante : elle est absolument nécessaire, mais aussi insuffisante. C'est un soin palliatif, qui doit être complété par d'autres mesures.

B. Initiatives normatives

(Quand des officines de la NED/CIA ou financés par elles ou des oligarques comme Soros sont chargés d'établir la liste des médias honnêtes. - LVOG)

Nous consommons des informations comme nous consommons de la nourriture. Les deux sont potentiellement bénéfiques et néfastes. Il faut donc faire un tri. De ce point de vue, la lutte contre les manipulations de l'information peut s'inspirer de l'étiquetage nutritionnel. C'est ce que certains appellent le « modèle Michelin » : des labels, index et classements permettant de distinguer les médias sérieux des autres. En 2014 déjà, Pomerantsev et Weiss recommandaient la création d'un classement international de la désinformation s'inspirant de la méthodologie des classements de Freedom House ou Transparency International.

Plusieurs initiatives sont en cours, dont un projet d'index global (disinformationindex.com). La plus prometteuse est sans doute l'initiative pour la confiance dans le journalisme (Journalism Trust Initiative) de Reporters sans frontières (RSF).

Le président Macron l'avait évoquée pour la soutenir dans ses vœux à la presse du 3 janvier 2018 (« une forme de certification des organes de presse respectant la déontologie du métier me paraît à cet égard non seulement intéressante, mais souhaitable »). RSF l'a officiellement lancée trois mois plus tard, le 3 avril, avec ses partenaires, l'agence France-Presse, l'Union européenne de radio-télévision et le Global Editors Network. Plutôt que d'identifier et blâmer les désinformateurs, il s'agit de « renverser la logique en donnant un avantage réel à tous ceux qui produisent des informations fiables, quel que soit leur statut », explique son secrétaire général Christophe Deloire, et de décerner un label de qualité aux médias qui le méritent, c'est-à-dire qui respectent un certain nombre de critères tels que l'indépendance éditoriale, la transparence ou la déontologie. Les médias seraient alors incités à les satisfaire afin de rassurer les annonceurs publicitaires qui recherchent des environnements stables et non contestés. Les plateformes digitales pourraient, à terme, décider de valoriser les contenus de qualité en mettant en avant dans leurs algorithmes les médias certifiés. L'approche de RSF se veut donc incitative.

C. La recherche

(Quand des think tanks financés et liés au Pentagone et à l'UE sont chargés de contrôler l'information. - LVOG)

Les think tanks et les universités s'emparent également du sujet. Pour ne citer que quelques exemples, le think tank tchèque European Values organise depuis 2016 un StratCom Summit à Prague qui est l'un des rendez-vous annuels les plus importants du secteur. Le dernier en date, en avril 2018, a réuni 200 experts, gouvernementaux et de la société civile, d'une trentaine d'États. Aux États-Unis, l'Atlantic Council a mis en place une structure dédiée, le Digital Forensic Research Lab (DFRLab), qui est vite devenue une référence. Ce laboratoire, qui travaille étroitement avec l'équipe de Bellingcat, une plateforme d'investigation digitale, assure un rôle important de détection et d'enquête sur les principales campagnes de désinformation. À Bruxelles, le EU Disinfo Lab produit également des analyses remarquées. Signalons enfin l'Alliance for Securing Democracy (ASD), une organisation transatlantique bipartisane dont l'objectif est de répondre aux ingérences russes dans les processus démocratiques aux États-Unis et en Europe.

L'université n'est pas en reste, notamment au Royaume-Uni : l'université d'Oxford a un projet de recherche Computational Propaganda ; King's College London s'est doté d'un Centre for Strategic Communications ; la London School of Economics d'un programme (appelé Arena) pour « répondre aux défis de la désinformation », au sein de l'Institute of Global Affairs, etc. Ailleurs dans le monde, on peut également citer le Cyber News Verification Lab de l'université de Hong Kong et l'université de Lund qui travaille étroitement avec le MSB suédois.

E. Les journalistes

(Quand les médias qui fabriquent les fake news ou sont chargés de les colporter sont chargés de vérifier les faits. - LVOG)

Les journalistes sont naturellement en première ligne du combat contre les manipulations de l'information et, bien souvent, ils participent, voire sont à l'initiative, de certaines des actions précédentes, notamment la vérification des faits.

Pour lire ou consulter ce rapport : [● Ce rapport au format pdf - 214 pages](#)

Quand les oligarques nomment directement les ministres. La preuve.

- Remaniement : Maracineanu, les dessous d'une nomination - LeParisien.fr 5 septembre 2018

C'est un coup de gueule dans notre journal qui a ouvert les portes du ministère des Sports à l'ancienne championne de natation. LeParisien.fr 5 septembre 2018

LeParisien est la propriété du groupe LVMH - Moët Hennessy Louis Vuitton, dont le principal actionnaire est l'oligarque Bernard Arnault, un des parrains de Macron.

Pour la petite histoire depuis le rachat du titre en 2015 par le milliardaire.

En mars 2016, le titre est accusé d'autocensure par plusieurs syndicats (SNJ, FO et SNJ-CGT) et par la Société de journalistes du quotidien.

En mars 2018, les délégués SNJ (syndicat national des journalistes) du Parisien déplorent que Bernard Arnault « s'invite trop souvent dans les pages » du journal, portant atteinte à la crédibilité de celui-ci. Wikipédia.org

Et s'invite au gouvernement au même titre que Bouygues, Dassault, Lagardère, Bolloré, Drahi, Pinault, Niel, Pigasse, quoi de plus normal en ploutocratie.

Vous êtes invité à devenir un agent des services de renseignement par Alexis Corbière (LFI)

- «Le problème de Facebook, c'est son caractère intrusif» - Slate.fr 07.09

À la question de Slate (5'58), «Un quart des Américains ont supprimé l'application Facebook de leur téléphones, et vous?», Alexis Corbière a répondu par la négative: «Non, je ne l'ai pas fait» mais trouve ce «phénomène intéressant»: «Le problème de Facebook c'est son caractère intrusif. Et ça il faut le combattre, il faut une législation là-dessus. Tous ces énormes Gafa échappent à tout. Il faut pouvoir leur appliquer une législation nationale. Est-ce que ça passe par le retrait de Facebook? Pourquoi pas, mais il doit y avoir une réflexion plus large». Slate.fr 07.09

Qu'un quart des Américains ait un niveau de conscience politique supérieur à celui d'Alexis Corbière est une bonne nouvelle ! Ce charlatan s'accommode très bien des Gafa et légitime ainsi leur pouvoir de nuisance extraordinaire, il est dans son rôle de social-démocrate gestionnaire du capitalisme, qui finalement n'est pas si mauvais que cela, il faut juste l'encadrer avec de bonnes lois... Allez monsieur Corbière, souhaitez-lui longue vie ! Vendu, escroc !

Comment les médias-oligarques endorment et manipulent les lecteurs.

La méthode.

Un coup ils sortent un article qui n'est pas à l'avantage de Macron, tout du moins le titre et sa présentation, ce que de nombreux internautes se bornent à lire sans aborder le contenu de l'article, où généralement cela s'arrange quand cela ne les contredit pas carrément.

Et un autre coup, d'emblée ils diffusent la propagande de l'Otan ou des idéologues de l'oligarchie fanatiques de la guerre.

Bref, c'est l'art d'entretenir la confusion ou de l'amalgame entre vérité et contrevérité ou demi-vérité et demi mensonge de manière à faire adhérer le plus grand nombre à leur politique.

Décrypter leur méthode est capital, car cela permet de les démasquer ou de semer le doute dans la tête de ceux qui leur étaient acquis, de saper ou neutraliser la base qui les soutient, donc affaiblir Macron et son gouvernement. Encore faudrait-il qu'on en profite pour faire passer notre politique, mais cela on en est encore incapable, hélas !

- **Hulot ou un bigorneau, rien ne changera - Liberation.fr 04.09**

Le ministère de l'Ecologie restera un portefeuille fantoche tant que le capitalisme court-termiste sera le modèle économique dominant. Liberation.fr 04.09

Pour un peu Libération serait un opposant au néolibéralisme, à Macron. Et dans l'article suivant...c'est le capitalisme "court-termiste" qui est à l'honneur !

- **Un rapport dissèque les manipulations de l'information par la Russie - Liberation.fr 04.09**

Un rapport réalisé par deux instituts de recherche des ministères français des Affaires étrangères et des Armées... Il est forcément fiable ou non orienté... Sachant qu'ils sont acquis à l'Otan, ils nous prennent vraiment pour des cons !

Quand la guerre des clans fait rage au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne.

Quand le groupe Bilderberg recourt à l'anonymat pour parvenir à ses fins.

- Le journaliste Bob Woodward signe un portrait accablant de Donald Trump - AFP 04.09

Le Washington Post, journal pour lequel travaillait Woodward.

Le Washington Post a publié ce mardi de longs extraits de « Peur », le livre écrit par le célèbre journaliste Bob Woodward et qui paraîtra le 11 septembre prochain aux Etats-Unis. Le journaliste, célèbre dans le monde entier pour son travail sur le scandale du Watergate dans les années 1970 avec Carl Bernstein, dresse tout au long des 448 pages de son ouvrage le portrait d'un président aussi impulsif qu'inculte, si l'on se fie aux premiers extraits publiés mardi par le Washington Post. AFP 04.09

Selon Woodward, Trump aurait suggéré au ministre de la Défense, Jim Mattis, de tuer ou "buter" Bachar al-Assad, pour "ordonner finalement des frappes plus classiques en guise de représailles" selon Le Parisien.

Donald Trump se comporterait "comme un écolier de CM2" selon Mattis. Woodward relate que Trump serait paranoïaque.

Voyons qui se comporte comme quoi et ce qu'il y a lieu d'en tirer comme conclusion.

Le Parisien - Quand des conseillers volent des documents sur le bureau de Trump. Au milieu du chaos semblant régner dans la Maison-Blanche telle qu'elle est dépeinte par Bob Woodward, certains en viennent à recourir à des méthodes peu orthodoxes pour limiter les effets du nationalisme économique du président. Gary Cohn, ancien conseiller économique, aurait ainsi « volé une lettre qui se trouvait sur le bureau de Trump » qui visait à retirer les Etats-Unis d'un accord commercial avec la Corée du Sud. D'après Cohn, Donald Trump n'a jamais remarqué qu'elle avait disparu. "J'ai juste pris le papier sur son bureau", a dit Cohn à un conseiller présidentiel, raconte le livre. (Précision de Reuters 04.09 - LVOG)

Et lorsque Rob Porter a eu pour consigne de rédiger une lettre notifiant le retrait des Etats-Unis de l'ALENA (accord de libre-échange incluant le Canada et le Mexique), Gary Cohn lui aurait assuré qu'il avait la solution : « Je peux arrêter ça. Il suffit que je vole la lettre sur son bureau. » Le Parisien 04.09

Dans ces conditions, paranoïaque on le serait à moins, quant au comportement de Gary Cohn, c'est davantage celui d'un petit voyou que celui d'un écolier.

En matière de manipulation de l'information, un modèle du genre : le recourt à la dénonciation calomnieuse anonyme.

- Le New York Times publie la tribune anonyme d'un "résistant" de l'administration Trump - AFP 6 septembre 2018

Le New York Times a publié mercredi la tribune anonyme d'un haut responsable de l'administration Trump qui explique pourquoi et comment il s'efforce, avec d'autres, de lutter de l'intérieur contre les "pires penchants" du locataire de la Maison Blanche.

La publication de ce témoignage intervient au lendemain de la diffusion de larges extraits d'un livre explosif du journaliste d'investigation Bob Woodward, qui dresse le portrait d'un président colérique et paranoïaque que ses collaborateurs s'efforcent de contrôler, voire de contourner, pour éviter de dangereux dérapages.

L'auteur de ce texte, intitulé "Je fais partie de la résistance au sein de l'administration Trump", souligne clairement qu'il ne s'agit pas pour lui de soutenir la démarche de la gauche américaine mais de protéger son pays contre le comportement de son 45e président.

"Nous pensons que nous avons d'abord un devoir envers notre pays, et que le président continue à agir d'une façon néfaste à la bonne santé de notre république", écrit-il.

"C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés à faire ce que nous pouvons pour préserver nos institutions démocratiques tout en contrecarrant les impulsions les plus malencontreuses de M. Trump jusqu'à ce qu'il ait quitté son poste".

"Le coeur du problème est l'amoralité du président", poursuit-il.

Estimant que l'administration a engrangé un certain nombre d'avancées depuis son élection -- déréglementation, réforme fiscale, renforcement de l'armée-- il juge que ces dernières ont été obtenues "en dépit de et non grâce" à Donald Trump, dont il qualifie le style de "mesquin", "impétueux" et "inefficace".

Le New York Times explique avoir pris la décision rare de publier une tribune anonyme à la demande de son auteur, dont le quotidien connaît l'identité. "Nous pensons que publier cet essai est le seul moyen de permettre à nos lecteurs de prendre connaissance d'un point de vue important", dit le journal. AFP 6 septembre 2018

Et dire qu'il y en a qui vont jusqu'à nier l'existence de l'Etat profond et sa collusion avec la pseudo-gauche, les médias-oligarques, le Pentagone.

- Après la tribune dans le NY Times, Trump évoque une menace contre la démocratie - Reuters 7 septembre 2018

Donald Trump, en meeting électoral jeudi soir dans le Montana, a estimé que la tribune anonyme publiée dans le New York Times révélait, si son contenu est exact, l'existence d'une menace contre la démocratie américaine au sein même des structures du pouvoir.

"Des agents non élus de l'Etat profond qui s'opposent aux électeurs pour promouvoir leurs propres programmes secrets sont véritablement une menace pour la démocratie elle-même", a dit le président américain à Billings.

"Est-ce de la subversion? Est-ce de la trahison? C'est une chose horrible", a-t-il dit à ses partisans venus l'écouter à Billings.

"L'Etat profond et la gauche, et leur véhicule, les médias bidons (the Fake News Media), deviennent fous et ils ne savent plus quoi faire", avait-il tweeté tôt jeudi matin avant d'égrener les performances de l'économie américaine et du marché de l'emploi. Reuters 7 septembre 2018

Quand ils en deviennent hystériques.

- Les démocrates assaillent le candidat de Trump à la Cour suprême - AFP 04.09

- Cette photo du candidat de Trump à la Cour suprême a fait scandale - Le HuffPost 04.09

Il n'a pas serré la main d'un inconnu...

La désinformation au service de la propagande de guerre.

- Donald Trump a commenté les informations sur sa prétendue intention de faire tuer Assad - sputniknews.com 05.09

Donald Trump a déclaré mercredi qu'il n'avait pas discuté de la possibilité de faire assassiner le Président syrien Bachar el-Assad, démentant ainsi les révélations que le journaliste américain Bob Woodward fait dans son livre consacré à la présidence de Trump à paraître le 11 septembre prochain.

Donald Trump a commenté les révélations de Bob Woodward sur l'assassinat de Bachar el-Assad. Le Président américain a déclaré à des journalistes qu'il n'avait pas discuté de la possibilité de faire assassiner le Président syrien.

«Cela n'a jamais été envisagé», a souligné Donald Trump, interrogé à ce sujet par des journalistes dans le Bureau ovale lors de sa rencontre avec l'émir du Koweït.

Le chef de l'État américain a par ailleurs qualifié le livre de Bob Woodward de «fiction». sputniknews.com 05.09

Affaire Skripal. Traitement partiel et partial de l'information. Cherchez l'erreur.

Londres professe des accusations et prétend avoir des preuves, mais quand Moscou lui demande de les rendre public ou de lui communiquer, Londres refuse.

- Novitchok : nouvelles accusations, nouveau démenti russe - euronews 6 septembre 2018

Sur un plateau de télévision ce mercredi, la porte-parole du ministère russe des Affaires Etrangères a rejeté à nouveau les accusations britanniques : "Les noms et les photographies qui ont été publiés dans les médias ne nous disent rien" , a déclaré Maria Zakharova à propos des deux hommes accusés par Londres d'avoir tenté d'empoisonner Sergueï et Ioulia Skripal au Novitchok.

"La Russie continue de demander que toutes les informations et les données lui soient communiquées sur ces affaires. Et la Russie reste ouverte à la collaboration - malgré le manque total de respect et de volonté de coopérer de la part des Britanniques. Nous voulons que Londres le sache". euronews 6 septembre 2018

Cet article renvoie les deux acteurs principaux dos-à-dos, vous pourriez donc croire à un traitement impartial de l'information, et bien détrompez-vous. En voici la preuve.

- Le Royaume-Uni relance l'affaire Skripal - Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Le Premier ministre britannique, Theresa May, a révélé à la Chambre des Communes, le 5 septembre, que Scotland Yard était parvenu à identifier les auteurs de l'attaque au Novitchok contre Sergueï et Yulia Skripal ainsi que contre le sergent Nick Bailey [1].

Les deux hommes, du nom d'Alexander Petrov et de Ruslan Boshirov (des noms très communs en Russie), sont arrivés de Moscou à l'aéroport de Gatwick, le 2 mars à 15h et sont repartis à Moscou deux jours après, le 4 mars à 22h30.

Le Royaume-Uni n'a pas adressé de demande d'extradition à la Russie car celle-ci n'extrade jamais ses ressortissants.

Le gouvernement russe a immédiatement affirmé ne pas savoir de qui il s'agissait et a demandé à Londres de lui transmettre les empreintes digitales de ces personnes. La procédure d'attribution de visas à des citoyens russes exige en effet une prise d'empreintes. Cependant, le gouvernement May s'y est opposé.

En l'absence de moyens d'identification les accusations britanniques restent invérifiables. Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Le conflit entre le Royaume-Uni et la Russie a hanté le XIXème et le XXème siècle. Il n'était pas rare que les Britanniques utilisent de fausses preuves pour accuser les Russes de nouveaux maux. Ainsi, en 1924, avec une fausse tentative soviétique d'influencer les élections au Royaume-Uni [2]. Réseau Voltaire, 23 avril 2018.

[1] "Theresa May statement on the Salisbury investigation", by Theresa May, Voltaire Network, 5 September 2018.

[2] Sur le faux télégramme Zinoviev, voir : « L'affaire Skripal : le mensonge de trop ? », par Michael Jabara Carley, Traduction Jean-Marc Chicot, Strategic Culture Foundation (Russie)

Vous avez situé où se trouvait le lézard, le trou, l'information manquante, censuré par euronews, qui change tout.

Le gouvernement russe a immédiatement (...) demandé à Londres de lui transmettre les empreintes digitales de ces personnes. La procédure d'attribution de visas à des citoyens russes exige en effet une prise d'empreintes. Cependant, le gouvernement May s'y est opposé.

- Moscou fera bientôt connaître au monde l'histoire de l'affaire Skripal - sputniknews.com 05.09

La Russie a l'intention de présenter prochainement l'histoire de l'affaire Skripal à La Haye et à New York, apprend-on dans le communiqué que le ministère des Affaires étrangères a diffusé mercredi.

Moscou fera bientôt connaître au monde l'histoire de l'affaire Skripal, a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères.

«Nous ferons prochainement connaître à la communauté internationale "l'histoire de l'affaire". Nous le ferons à La Haye et à New York. Nous sommes convaincus que tôt ou tard nous mettrons fin aux tentatives britanniques pour chercher des prétextes toujours nouveaux pour nous attaquer», indique le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères mise en ligne le 5 septembre. sputniknews.com 05.09

- Moscou réagit à la publication des photos des Russes suspectés dans l'affaire Skripal sputniknews.com 05.09

La police de sa Majesté a publié des photos des Russes suspectés dans l'empoisonnement de Sergueï Skripal et sa fille Iulia à Salisbury. Or, le ministère russe des Affaires étrangères souligne que ni les noms ni les photos des suspects «ne disent quoi que ce soit à Moscou». D'ailleurs, le gouvernement britannique n'exclut pas qu'il puisse s'agir de pseudonymes.

«Des médias ont publié les assertions de responsables britanniques sur les suspects dans les empoisonnements à Salisbury et à Amesbury. On cherche à les lier à la Russie. Les noms ainsi que les photos publiés ne nous disent rien», a souligné la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

- Les étranges photos des « espions russes » - Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Scotland Yard a publié les photographies de l'arrivée des deux « espions russes » présumés de l'affaire Skripal, à l'aéroport de Gatwick, le 2 mars 2018.

Cependant, les photos, prises par la même caméra de surveillance à la sortie du même vol, portent exactement la même heure à la seconde près. Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Tous les peuples résistent.

- Crise sociale en Irak: un nouveau mort à Bassora, des obus sur la zone verte à Bagdad - AFP

Trois obus se sont abattus tôt vendredi sur la Zone verte où siègent les autorités à Bagdad, alors qu'un couvre-feu était imposé à Bassora, province pétrolière du sud, après la mort d'un nouveau manifestant et l'incendie de bâtiments publics et de sièges de partis. AFP

- Nouvelles manifestations contre la cherté de la vie au Yémen - AFP

Des milliers de Yéménites ont de nouveau manifesté jeudi à Aden contre la cherté de la vie, réclamant le départ du gouvernement de ce pays ravagé par la guerre et en proie à la pire crise humanitaire au monde. AFP

Leur vieux monde hideux

Grille de lecture.

Ce sont les mêmes qui sont à l'origine de la prostitution et de la pornographie à grande échelle et qui prétendent défendre les droits des femmes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous ne participons à aucune de leurs campagnes, mieux nous les dénonçons et les combattons.

- Les domestiques au Liban, un esclavage qui ne dit pas son nom - Slate.fr 2 septembre 2018

Plus de 250.000 travailleuses domestiques immigrées sont employées dans les foyers, liées à leurs employeurs par un système de parrainage qui ne leur garantit aucun droit. Slate.fr 2 septembre 2018

- Des milliers d'Ukrainiennes dans l'enfer de l'esclavage sexuel - sputniknews.com 05.09

La pauvreté, la guerre dans le Donbass et l'ignorance juridique ont fait de l'Ukraine l'un des principaux fournisseurs de prostituées au monde, explique le journal Izvestia. sputniknews.com 05.09

Ils osent tout

La question qui tue celui qui ose la poser ou en douter.

- Emmanuel Macron face au soupçon d'un pouvoir trop sûr de lui - AFP

La Macronie manque-t-elle d'"humilité"? AFP

- Manque d'humilité? Emmanuel Macron préfère revendiquer "un doute sain" - Le HuffPost

- Privatiser La Poste, quelle bonne idée ! - LePoint.fr 04.09

La Deutsche Post et le Royal Mail ont été privatisés avec succès. Et pourquoi conserver une banque publique dans un secteur bancaire essentiellement privé ? LePoint.fr 04.09

- Alain Carignon, l'incroyable come-back - L'Express.fr 04.09

Maire il y a trente-cinq ans, ministre, passé par la case prison... Il veut se présenter aux municipales à Grenoble en 2020. L'Express.fr 04.09

- Explosion des chiffres des violences faites aux femmes - Reuters

- La France prête à de nouvelles frappes en Syrie, dit Lecointre - Reuters

- Michael Moore compare Trump à Hitler dans un nouveau documentaire - Reuters

- Novitchok: Londres tient Vladimir Poutine pour responsable - AFP

- Skripal: les pays occidentaux soutiennent les conclusions britanniques - L'Express.fr

- Les États-Unis accusent la Syrie de préparer une attaque chimique à Idlib - LeFigaro.fr

- Les États-Unis affirment détenir de «nombreuses preuves» que le gouvernement syrien préparerait des armes chimiques destinées à l'offensive imminente contre Idlib. Une affirmation démentie par Damas.LeFigaro.fr

- Le «Coachella israélien» miné par les appels au boycott palestinien - Liberation.fr

Le festival Meteor a vu une quinzaine de ses têtes d'affiche, dont la chanteuse Lana Del Rey ou le groupe Rockers of Montreal (photo), annuler leur venue en Israël... Liberation.fr

- Veillée d'armes et pourparlers autour d'Idlib - Liberation.fr

La dernière zone contrôlée par l'opposition vit dans l'attente d'une probable offensive du régime et de ses alliés, au moment où se tiennent deux réunions sur l'avenir de la région. L'ONU et les ONG s'inquiètent des conséquences catastrophiques en cas d'assaut. Liberation.fr

- Un tribunal brésilien annule la suspension du glyphosate - Reuters 04.09

- Colin Kaepernick, le joueur de foot américain antiraciste, devient le visage de la dernière campagne de Nike - Franceinfo 04.09

Mimétisme.

- Birmanie : l'ONU demande la libération "immédiate" des journalistes de Reuters - AFP 04.09

- La France apporte son soutien aux journalistes condamnés en Birmanie - Atlantico.fr 04.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Israël revendique plus de 200 agressions contre la Syrie en 18 mois - Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Intervenant à la conférence anti-terroriste d'Herzliya, le 4 septembre 2018, le ministre israélien du Renseignement et des Transports, Yisraël Katz, a revendiqué plus de 200 opérations militaires contre la Syrie au cours des 18 derniers mois (photo).

Tout en prétendant que ces opérations ont visé principalement des objectifs liés aux Gardiens de la Révolution iraniens (c'est-à-dire incluant le Hezbollah libanais), il n'a pas caché que beaucoup d'entre elles faisaient partie de la guerre internationale contre la Syrie.

Ces opérations auraient —selon un officier israélien qui accompagnait le ministre— compris le tir de plus de 800 missiles et obus de mortiers. La dernière opération a eu lieu le jour-même à Wadi Al Uyun (Hama).

D'une manière générale, selon nos observations sur place, les opérations militaires israéliennes sont coordonnées avec les organisations jihadistes, Tsahal intervenant pour les couvrir au plan aérien. Les avions israéliens tirent, autant que possible, depuis l'espace aérien libanais ou international, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien.

Alors que la plupart des États occidentaux et arabes du Golfe arment et financent les jihadistes, mais s'abstiennent d'intervenir sur le terrain, les États-Unis et Israël sont directement parties prenantes au conflit. D'autres États ont choisi de ne déployer que des Forces spéciales, notamment la France et le Royaume-Uni.

La guerre contre la Syrie a été planifiée par le Pentagone dans le cadre de la stratégie Rumsfeld-Cebrowski de 2001 [1]. Tout en se joignant au commandement US, chacun des alliés a poursuivi ses propres buts. Le Royaume-Uni a perturbé le plan US en poursuivant sa propre stratégie du « printemps arabe » de 2005, la France sa stratégie de 1921 d'enrôlement de milices kurdes contre les indépendantistes arabes, et Israël sa stratégie du « plan Yinon » de 1982 [2].

Notes.

[1] « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 22 août 2017.

[2] "A Strategy for Israel in the Nineteen Eighties (The "Yinon Plan")", by Oded Yinon, Translation Israel Shahak, Kivunim (Israel) , Voltaire Network, 1 February 1982. « Du "plan Yinon" à la "stratégie Yaalon" », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Arnaud Bréart, La Jornada (Mexique) , Réseau Voltaire, 19 novembre 2014. Réseau Voltaire | 5 septembre 2018

1.2- L'implication d'Israël dans la guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Selon Foreign Policy [1], Israël aurait payé, depuis 2013, plusieurs milliers de combattants durant la guerre contre la Syrie, au tarif de 75 dollars par mois. L'État hébreu aurait également fourni des armes par trois points de passage le long de la ligne de démarcation à partir d'août 2014. Cette aide militaire s'est doublée d'une aide humanitaire. Cependant, Israël aurait cessé son soutien, en juillet 2018, à la suite d'un accord avec la Russie stipulant le retrait des troupes iraniennes à 50 miles (80 km) de la ligne de démarcation.

Ces informations confirment ce que nous avons toujours dit. Mais elles sont bien en dessous de la réalité.

- Le soutien aux jihadistes contre la Syrie a commencé avant le début des événements. Ainsi, la première opération militaire, à Deraa (mosquée al-Omari), le 18 mars 2011, était encadrée par des officiers israéliens. Elle se termina par la prise du Centre des Renseignements chargé de surveiller le Golan occupé par Israël.

- Israël a organisé la prise par Al-Qaïda de la zone de démarcation confiée à la FNUOD, en août 2014, de manière à pouvoir plus facilement transporter des armes lourdes en Syrie. En juin 2016, les États-Unis et la Russie étaient convenus de déposer ensemble un projet de résolution au Conseil de sécurité pour enjoindre Israël de cesser son soutien à Al-Qaïda et de rétablir les Casques bleus de la FNUOD [2]. Au dernier moment, le Pentagone s'était opposé à ce projet de résolution.

- Le soutien humanitaire comprenait les soins médicaux de plus de 3 000 combattants d'Al-Qaïda et leurs familles au Ziv Medical Centre où le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, s'est fait filmer en train de féliciter leurs officiers (photo).

- Le projet d'accord russo-israélien sur le retrait des troupes iraniennes n'a jamais été conclu, la partie russe l'ayant décliné.

Le rôle d'Israël avait déjà été évoqué dans des termes proches par le Wall Street Journal [3]. Le quotidien financier établissait une comparaison avec l'opération « Bonne frontière » qu'Israël avait mise en œuvre à la frontière libanaise juste avant d'envahir le Liban, en 1982. Si Foreign Policy n'y fait pas référence, c'est parce qu'il explique le soutien aux jihadistes en Syrie par la rhétorique anti-iranienne. Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Notes.

[1] "In Secret Program, Israel Armed and Funded Rebel Groups in Southern Syria", Elizabeth Tsurkov, Foreign Policy, September 6, 2018.

[2] « Le Conseil de sécurité s'apprête à enjoindre à Israël de rompre avec al-Qaïda », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 juillet 2016.

[3] "Israel Gives Secret Aid to Syrian Rebels", Rory Jones & Noam Raydan & Suha Ma'ayeh, The Wall Street Journal, June 19, 2017.

1.3- La Syrie reconstruit ses écoles - Réseau Voltaire 3 septembre 2018

Malgré les difficultés financières, la République arabe syrienne a commencé à reconstruire le pays en mettant la priorité non pas sur les habitations personnelles, mais sur les infrastructures et les services publics.

Les principales routes du Sud du pays ont déjà été refaites.

Surtout, 350 000 professeurs ont repris l'école dont 30 000 nouveaux qui ont été recrutés, 100 nouvelles écoles sont en cours de construction et 3 000 devraient être reconstruites d'ici trois ans.

Opposé à tout enseignement autre que le Coran, les jihadistes avaient systématiquement détruit —avec le soutien de l'Otan— les écoles dans les territoires qu'ils occupaient. Durant sept ans, de nombreux enfants ont été privés d'école par l'agression étrangère. Réseau Voltaire 3 septembre 2018

1.4- L'opposition armée syrienne appelle Moscou et Ankara à bombarder Idleb - Réseau Voltaire 4 septembre 2018

Fuad Elîko, porte-parole de « Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution », a appelé la Turquie et la Russie à éradiquer Al-Qaïda d'Idleb (Nord de la Syrie).

Pour le leader de l'opposition armée à Damas, le Front al-Nosra qui contrôle 60 % de la région d'Idleb est une organisation terroriste.

Cette déclaration intervient de manière surprenante alors que les messages d'appel à ne pas attaquer Idleb se multiplient en Occident.

M. Elîko est considéré comme proche de la Turquie. Ankara vient de renforcer son dispositif militaire à sa frontière afin de prévenir un flux de réfugiés si les jihadistes d'Idleb étaient attaqués. Réseau Voltaire 4 septembre 2018

1.5- En complément. Comment les puissances occidentales apportent leur soutien aux barbares qui ont pris en otage la population d'Idlib et la terrorisent.

Grille de lecture.

La menace, c'est évidemment l'armée de la République arabe syrienne et ses alliés, et non ces barbares soutenus par le Pentagone, Bruxelles, Londres et Paris.

- Syrie: L'aviation russe pilonne à nouveau la province d'Idlib - Reuters 04.09
- Les réfugiés d'Idleb sous la menace d'une offensive de Damas - AFP 04.09
- Syrie: laisser la porte "ouverte à la négociation" à Idleb (Le Drian à l'AFP) - AFP 04.09
- Syrie : le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira sur la situation à Idlib - LeParisien.fr 04.09
- Rentrée des classes à Idleb, menacée d'une offensive du régime - AFP 04.09

Et vous remarquerez à quel point ils sont bien intentionnés envers l'extrême droite quand cela les arrange, ils osent tout, quoi.

- Brésil : le candidat d'extrême droite à la présidentielle poignardé pendant un bain de foule - Franceinfo
- Valls à Barcelone, c'est presque fait - LeParisien.fr

Petit nouveau dans l'arène politique espagnole, Manuel Valls est l'attraction médiatique de cette rentrée à Barcelone. LeParisien.fr

Entendez par "attraction médiatique" que les médias le parrainent, s'emploient à essayer faire monter sa popularité...

2- Palestine occupée

- À peine transférée à Jérusalem, l'ambassade de ce pays est de retour à Tel Aviv - sputniknews.com 06.09

Le gouvernement paraguayen a annoncé le retour de son ambassade en Israël à Tel Aviv, moins de quatre mois après son transfert à Jérusalem. Apprenant cette nouvelle, le Premier ministre de l'État hébreu a ordonné la fermeture de l'ambassade israélienne à Asuncion.

Le ministre paraguayen des Affaires étrangères, Luis Alberto Castiglioni, a annoncé mercredi que le gouvernement de son pays avait décidé un nouveau transfert de son ambassade en Israël, de Jérusalem à Tel Aviv, et d'appliquer immédiatement cette mesure.

En effet, si sous l'ancien Président, Horacio Cartes, ce pays sud-américain avait été le troisième à transférer son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem, le nouveau dirigeant, Mario Abdo Benitez, s'est opposé à ce changement, informe l'AP.

À cette annonce, Israël a déclaré qu'il fermait son ambassade au Paraguay, affirmant que cette décision rendrait «tendus» les liens des deux pays.

Et, comme le précise l'agence AFP, Benjamin Netanyahu a ordonné la fermeture de l'ambassade de son pays au Paraguay.

«Le Premier ministre a demandé au ministère des Affaires étrangères de fermer l'ambassade d'Israël au Paraguay», cite la source un communiqué du bureau du chef du gouvernement. sputniknews.com 06.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Ukraine

- Des milliers d'Ukrainiennes dans l'enfer de l'esclavage sexuel sputniknews.com 05.09

La Turquie, Israël, la Pologne et les Émirats arabes unis sont les principaux importateurs d'esclaves sexuelles ukrainiennes, écrit mercredi 5 septembre le quotidien Izvestia.

La pauvreté, la guerre dans le Donbass et l'ignorance juridique ont fait de l'Ukraine l'un des principaux fournisseurs de prostituées au monde, explique le journal Izvestia. Certaines jeunes femmes se font amadouer par la promesse d'un «travail» spécifique et apprennent qu'elles doivent accorder des services sexuels une fois qu'elles sont arrivées sur place. Rien que le mois dernier, les policiers ont bloqué les canaux de trafic d'êtres humains partant de Zaporojie, d'Odessa et de Kiev vers l'étranger.

Svetlana, originaire de la région de Kiev, frémit encore quand elle raconte ce qu'elle a vécu. Son père est décédé en 2017, et l'étudiante a dû trouver un travail de serveuse dans un restaurant de cuisine turque à Kiev. Un certain Elmir lui a proposé un travail dans un établissement prestigieux aux Émirats arabes unis.

«J'ai senti le goût de l'argent. J'ai senti que je pouvais aider ma mère. Je pensais qu'Elmir était un bon ami. Je pensais pouvoir lui faire confiance», raconte-t-elle.

Svetlana était censée partir à Dubaï pour divertir et motiver les clients à commander davantage de nourriture et de boisson. Mais la réalité était toute autre. Dans la capitale émiratie, la jeune femme a appris qu'elle devait fournir des services sexuels.

«J'ai été directement amenée dans l'appartement du patron du bordel, Kemal. J'ai été immédiatement prévenue que toute tentative de refuser le travail était vaine. Ils me faisaient du chantage et me menaçaient. Ils connaissaient l'adresse de ma mère. Ils menaçaient de s'en prendre à elle si je résistais», raconte l'Ukrainienne.

La jeune femme a «travaillé» pendant un mois et demi, pratiquement sans répit. Elle se faisait injecter des médicaments pour moins dormir et servir un plus grand nombre de clients.

L'étudiante a réussi à rentrer à Kiev grâce à un client compatissant. Il a suggéré à la jeune femme de voler son passeport aux patrons, lui a acheté des billets jusqu'à Kiev et l'a aidée à se rendre à l'aéroport. Dans la capitale ukrainienne, Svetlana a appris qu'Elmir avait obtenu 1.000 dollars pour sa «vente», puis un pourcentage des revenus aux Émirats arabes unis. A présent, Svetlana bénéficie d'un soutien psychologique et son souteneur a été arrêté. Il risque jusqu'à 12 ans de prison.

Le trafic d'êtres humains ne cesse de s'intensifier en Ukraine. Au premier semestre 2018, les policiers ont recensé 186 cas, dont 108 d'exploitation sexuelle. 156 personnes ont été reconnues victimes de ces crimes: 91 femmes, 49 hommes, 9 mineurs et 7 enfants en bas âge.

Les observateurs sont convaincus que les statistiques policières ne sont que la pointe de l'iceberg. L'activiste sociale Iana Sokolova, ancienne ambassadrice de bonne volonté de l'Unesco, affirme que 160.000 citoyens ukrainiens ont été victimes d'exploitation sexuelle hors du pays.

Les recruteurs opèrent également via les sites de rencontre et les réseaux sociaux. Les victimes sont accrochées par un conte de fées sur l'amour romantique et une vie prospère. Les liens sont d'abord établis par correspondance, puis la jeune femme part à l'étranger et se retrouve dans un piège. Un autre moyen consiste à kidnapper des jeunes femmes dans la rue. sputniknews.com 05.09

Venezuela

- Venezuela: Pas de crise migratoire, selon le gouvernement Maduro - Reuters 4 septembre 2018

Le gouvernement du Venezuela a estimé lundi qu'il n'y avait pas d'exode massif de Vénézuéliens vers les pays voisins et que la situation était exagérée pour justifier une intervention internationale.

"Il y a une volonté de transformer des flux migratoires normaux en crise humanitaire afin de justifier une intervention internationale au Venezuela (...) Nous ne l'accepterons pas", a déclaré la vice-présidente Delcy Rodríguez, dénonçant par ailleurs les chiffres sur les flux migratoires fournis par les agences internationales.

D'après les Nations unies, plus de 1,6 million de Vénézuéliens ont quitté leur pays depuis 2015, frappé par la crise économique, l'hyperinflation et la pénurie de médicaments et de denrées alimentaires.

Fin août, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé que l'exode des Vénézuéliens était sur le point d'atteindre un "stade de crise" semblable à celles des migrations en Méditerranée vers l'Europe.

Dans une allocution à la télévision lundi soir, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a déclaré que les manifestations dans le pays et les sanctions américaines avaient persuadé certains Vénézuéliens de "tenter leur chance" dans d'autres pays mais que la plupart d'entre eux le regrettaient déjà.

"Plus de 90% de ce groupe de 600.000 Vénézuéliens ayant quitté le pays ces deux dernières années, selon des chiffres confirmés et certifiés, le regrettent", a-t-il indiqué.

Le nombre croissant de personnes fuyant la crise économique et les troubles politiques au Venezuela, menace de déstabiliser les pays voisins. La Colombie, le Pérou et l'Équateur ont

demandé une aide internationale plus importante pour gérer l'afflux de migrants vénézuéliens qui accablent leurs services publics respectifs.

ECONOMIE

Chine - Afrique

- La Chine promet 60 milliards de dollars d'aide "sans conditions" à l'Afrique - Franceinfo 3 septembre 2018

La Chine, premier partenaire commercial de l'Afrique, a promis, lundi 3 septembre, 60 milliards de dollars au continent, le président Xi Jinping vantant une aide "sans conditions", face aux critiques de l'Occident. Pékin est volontiers accusé d'imposer à ses partenaires un endettement intenable via d'onéreux crédits.

L'engagement de Xi Jinping est intervenu au début du 7e Forum sur la coopération sino-africaine, qui réunit durant deux jours dans la capitale chinoise les dirigeants de 53 pays africains. Le sommet est l'occasion pour le président chinois de célébrer ses "nouvelles routes de la soie". Lancée en 2013, cette initiative vise à développer la connectivité commerciale de la Chine avec le reste du monde et à sécuriser ses approvisionnements.

Le géant asiatique a investi annuellement plusieurs milliards de dollars en Afrique depuis 2015 dans des infrastructures (routes, chemins de fer, ports) ou des parcs industriels. Des investissements largement salués par les pays africains, qui espèrent ainsi accélérer leur développement économique. Ces initiatives suscitent toutefois des critiques croissantes venues de l'Occident, soulignant l'envolée de l'endettement de certains pays.

Des accusations de "néo-colonialisme"

En ouverture d'un long discours le sommet, le président chinois s'est évertué lundi à les désamorcer. Il a assuré que la Chine "annulerait" une partie de la dette des nations africaines les moins développées, insulaires, ou enclavées. Parmi les 60 milliards de dollars supplémentaires promis, figurent des lignes de crédit de 20 milliards de dollars. Deux fonds, consacrés à la finance du développement et au financement des importations de biens africains, seront créés.

Le soutien du géant asiatique comprendra également 15 milliards de dollars "d'aide gratuite et de prêts sans intérêts". Et les entreprises chinoises seront encouragées à investir "au moins 10 milliards de dollars" en Afrique au cours des trois prochaines années.

"Les investissements de la Chine en Afrique ne s'accompagnent d'aucune condition politique. La Chine ne s'immisce pas dans les affaires intérieures de l'Afrique et ne lui impose pas sa volonté", a affirmé Xi Jinping lundi matin devant un parterre d'acteurs du monde économique et commercial. Il a toutefois reconnu la nécessité de "s'assurer de la viabilité commerciale des projets" afin de "réduire le risque des investissements". S'exprimant après lui, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a vivement réfuté l'étiquette de "néo-colonialisme" parfois collée par des "détracteurs" occidentaux à propos de l'aide chinoise.

Des déséquilibres dans les échanges

L'expression a été employée récemment à Pékin par le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad, qui venait d'annuler des contrats d'infrastructures de 22 milliards de dollars signés avec la Chine, disant s'inquiéter pour la dette de son pays.

Le président sud-africain a en revanche plaidé pour le règlement de certains déséquilibres. "Très souvent, l'Afrique exporte des matières premières vers la Chine, tandis que la Chine nous exporte des produits finis (...). Cela limite le potentiel et la capacité de production de l'Afrique ainsi que la création d'emplois sur le continent africain", a-t-il regretté.

Lors du dernier sommet, à Johannesburg en 2015, le président chinois avait déjà annoncé une enveloppe de 60 milliards de dollars d'aide et de prêts à destination des pays africains.

L'Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud en récession pour la première fois depuis 2009 - Reuters 4 septembre 2018

Selon Statistics South Africa, l'économie sud-africaine s'est contractée de 0,7% au deuxième trimestre, pénalisée par un repli dans les secteurs de l'agriculture, des transports et de la distribution. Au premier trimestre, la baisse avait été de 2,6% (chiffre révisé).

Le rand a accru ses pertes face au dollar de plus de 2% et les emprunts d'Etat ont fléchi après la publication de cette statistique. Les analystes prévoient une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 0,6% au deuxième trimestre.

"Nous sommes en récession. Nous avons enregistré une contraction au premier trimestre (...) et maintenant au deuxième trimestre avec une baisse de 0,7%", a déclaré le statisticien général du pays, Risenga Maluleke.

D'après Statistics South Africa, la production agricole a chuté de 29,2% au deuxième trimestre, tandis que le secteur des transports, des communications et du stockage a reculé de 4,9%. La production minière a en revanche crû de 4,9% et le secteur financier a progressé de 1,9%. Reuters 4 septembre 2018